



Le 4 avril toujours plus nombreux contre le CPE !

L'emploi des jeunes n'est pas un problème de contrat

Les manifestations du 28 mars ont été un formidable succès. Le gouvernement restant pour l'instant toujours aussi sourd, il nous faut donc maintenir la pression et accentuer la mobilisation pour obtenir le retrait du CPE !

Le gouvernement doit retirer le CPE...

Tous, salariés, jeunes, parents, avons démontré notre opposition au CPE. En s'obstinant à ne pas vouloir revenir sur ce contrat, le gouvernement se coupe de l'opinion publique.

Il doit retirer le CPE pour ensuite pouvoir entamer de vraies négociations sur l'emploi des jeunes.

... et négocier une véritable insertion des jeunes

Chaque jeune a sa propre histoire et son propre parcours scolaire. Tous les jeunes doivent donc avoir droit, dès leur sortie du système scolaire ou universitaire :

- au **service public de l'emploi** pour se voir proposer des pistes pour une véritable insertion professionnelle ;
- à un **accès à la vie active personnalisé** selon leurs besoins.

Ce n'est donc pas ce nouveau contrat, plaqué de façon uniforme sans concertation, qui résoudra les difficultés d'accès à l'emploi des jeunes, mais une véritable politique d'ensemble en faveur de la jeunesse de notre pays !

**Le 4 avril
mobilisons-nous une nouvelle fois
pour le retrait du CPE,
pour le droit à l'avenir des jeunes !**



Paris, Lille, Strasbourg, Dijon, Metz, Marseille, Lyon,
Grenoble, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Limoges,
Poitiers, Nantes, Rennes, Tours.
Renseignez vous auprès de votre Syndicat Régional
pour obtenir les heures de manifestation

Déclaration des organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés
UNEF, Cé, UNL, FIDL, CFDT, CFE CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

Amplifier la mobilisation : le 4 avril nouvelle journée d'action

Le succès des arrêts de travail, des grèves et la puissance des manifestations du 28 mars, leur caractère unitaire et intergénérationnel, tout comme la durée du mouvement et son ampleur dans les lycées et universités montrent une mobilisation historique, pour exiger le retrait du CPE et l'ouverture de négociations.

Il est urgent que les plus hautes autorités de l'Etat prennent la mesure de la situation et répondent sans ambiguïté à cette revendication. Pour éviter l'enlisement du pays dans une crise profonde, le gouvernement doit s'y résoudre. L'intersyndicale demande au Président de la République d'utiliser ses prérogatives constitutionnelles pour que le CPE soit retiré.

Les organisations syndicales réitèrent l'exigence de lever l'hypothèque du CPE en le retirant et à partir de là d'engager des négociations immédiates sur l'emploi, la précarité, les modalités d'accès à l'emploi, la formation et l'avenir des jeunes.

Elles appellent les salariés, les étudiants, les lycéens, dès aujourd'hui et tout au long de la semaine à s'appuyer sur la dynamique unitaire, à multiplier les initiatives pour exprimer leur exigence de retrait. Elles les invitent notamment à intervenir auprès de tous les parlementaires.

Les organisations syndicales sont déterminées à amplifier la mobilisation. Elles mettent le gouvernement en garde contre toute tentative de coup de force notamment en direction des étudiants et des lycéens. D'ores et déjà elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle d'arrêts de travail, de grèves et de manifestations le 4 avril.

CFDT France